

Comité Départemental Olympique et Sportif 93	
Formation d'acteurs	Formation continue

## ***"Formation à la prévention des conduites à risques en milieu sportif"***

Lieu : CDOS93, Bobigny, Date: 2001

Organisateur: CDOS 93

### ***Un projet de formation interministérielle en cours d'élaboration***

Le Centre d'Information et de Ressources sur la Drogue et les Dépendances (CIRDD) est "utilisé comme levier" pour les formations. A noter qu'il est le fruit d'un partenariat entre la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM), le Conseil Général et l'Etat (DDASS). Il s'agit donc d'un partenariat institutionnel où chacun a financé à hauteur de 800 000 F (soit 122 000 euros). C'est le Conseil Général qui a mis à disposition son centre de documentation pour la création du CIRDD.

Le socle commun de connaissances "n'a été reçu" qu'au début de l'année 2001.

Le plan départemental de lutte contre la drogue a été finalisé fin 2001 et le PTE (projet territorial) n'a toujours pas été terminé (début d'année 2002).

Les personnes travaillant avec la chef de projet expliquent que la difficulté à appliquer rapidement les nouvelles directives vient d'une volonté de "ne pas dévaloriser les opérations faites par les partenaires auparavant".

Dans un premier temps, la priorité a été donnée au règlement de la question de la distribution des crédits généraux de prévention (travail de coordination des institutions) et à la mise en place du CIRDD en collaboration avec la CPAM et le Conseil Général.

A la suite de l'élaboration du plan départemental, un groupe de suivi pour l'élaboration de formations devrait être constitué. Il devrait être composé de personnes travaillant autour du chef de projet (DDASS), de la directrice du CIRDD, de personnes du Conseil Général (mission prévention des toxicomanies) et de différentes structures de formation.

La difficulté à mettre en place une formation interministérielle vient du fait qu'il faut dans un premier temps voir ce qui s'est fait antérieurement, "mettre tout le monde dans un même moule" afin de développer "une culture commune".

"On a essayé de faire inscrire une formation interministérielle dans le projet territorial, ce qui n'a pas été le cas avant".

### ***Un département actif en matière de formation***

Il existe un grand nombre de formations menées au niveau départemental.

En 1999, le substitut au procureur a voulu mettre en place des formations destinées aux professionnels (police, justice, médecin, associations). Ces formations ont commencé en 1999, ont duré 2 ans et ont été financées par les crédits alloués par le chef de projet.

En 2000:

- formation de la PJJ pour les professionnels (éducateurs,...);
- formations sur site du Conseil Général. Selon une collaboratrice de la chef de projet, le Conseil Général "considère comme une priorité la lutte contre la drogue et la prévention des dépendances". Le travail réalisé est considéré comme très bon par la chef de projet mais est réalisé en marge de son action (intervention de Ramon Neira et du CIRDD). Le CIRDD est intervenu sur les formations des groupes de professionnels de l'Aide Sociale à l'Enfance (l'ASE) à Bobigny et à Epinay notamment.

### Les formations sur site du Conseil Général

Le Conseil Général de Seine-Saint-Denis mène des formations, depuis 1996, par le biais de sa Mission Départementale de Prévention des Toxicomanies (MDPT). Le programme de formations privilégie deux niveaux d'intervention (échelle locale et départementale) et les prestations proposées offrent différents degrés d'investissement, avec des formations sur site et des formations par groupe cible sur le long terme et au niveau départemental.

Les formations sur site ont été réalisées dans 19 villes du département, entre les mois d'octobre 1996 et fin 2000. Elles ont concerné plus de 300 personnes. Ces formations sont des formations interprofessionnelles qui s'adresse au personnel sanitaire, social, éducatif, départemental et de la PJJ. Ces formations sont donc "à l'échelle territoriale", se basent sur une approche partenariale et sont animées par deux experts reconnus dans le domaine, M. Neira et Mme Cavalcanti.

Le Conseil Général se base sur une démarche volontariste des participants. "On détermine les contenus des formations sur site avec les partenaires locaux. On construit avec les demandeurs". Les temps de préparation vont de 4 à 8 mois selon les nécessités locales.

Les formations durent 8,5 jours répartis en 4 modules de 2 jours plus une demi-journée de bilan. Un bilan est organisé au bout de 6 mois avec les stagiaires de chaque site.

"Le plan triennal, ça rentrait dans nos clous". La différence est donc qu'aujourd'hui le Plan Triennal constitue un appui institutionnel supplémentaire. "On s'est tout de suite intéressé à l'ensemble des drogues".

L'approche interministérielle fait que le Conseil Général est uniquement convoqué par la chef de projet pour le comité de pilotage élargi. Il n'a alors qu'un rôle consultatif.

Une personne du Conseil Général, explique l'absence de mise en place de formations interministérielles, par le fait qu'il faut que les personnes des différentes préfectures ou DDASS "soient acquis au niveau des représentations sociales" ce qui peut demander un certain temps.

Selon cette personne, il existe un manque de "centres labélisés" pour mettre en place des formations. Le CIRDD doit jouer un rôle d'appui.

"On ne change pas une politique publique sans préparer le terrain", il faut que l'opinion publique évolue. A ce propos, la personne interrogée nous explique que le Conseil Général distribue aux participants des formations plusieurs documents de la MILDT comme les fiches ou le livret "savoir plus, risquer moins".

Le Conseil Général dépense environ 600 000 F (soit 91 470 euros) par an pour les formations.

A noter l'évaluation des "Formations sur sites" organisées d'octobre 1996 à janvier 2000 qui a été réalisée par l'association Resscom (Recherches Evaluations Sociologiques sur la Santé, le Social et les actions Communautaires).

- formations organisées par le Comité Départemental Olympique et Sportif (CDOS), destinées aux emplois jeunes sur une approche comportementale et éducative.

L'absence de formation financée par la MILDT dans le département nous a mené à étudier la formation du CDOS de Seine-Saint-Denis qui a bénéficié d'un soutien humain et financier de l'équipe de la chef de projet départemental.

### La formation du CDOS 93

Des besoins sont apparus lors de l'organisation de forums sur le dopage et les conduites à risques ce qui a motivé la mise en place d'une formation. Celle-ci s'est inscrite dans la suite du programme initié en 1997 sur les conduites à risques en milieu sportif structuré.

Le projet s'est inscrit dans un partenariat entre le Conseil Général de la Seine-Saint-Denis (MDPT) et la Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports (DDJS), répondant ainsi à des attentes

institutionnelles. Il a également été motivé par une forte demande formulée par plusieurs employeurs d'emplois jeunes du champ sportif, notamment par le Red Star.

La préparation de ce programme s'est effectuée lors du dernier trimestre 1999 sous l'impulsion de la MDPT. Un comité de pilotage de la formation a donc été constitué. Il est composé de personnel de la DDJS, du CDOS, de l'association Sport'Form, de la MDPT, du service des sports du Conseil Général et depuis peu de la DDASS. C'est ce même comité (comité de suivi) qui réalise actuellement l'évaluation des sessions de formation.

Dans un premier temps, il y a eu une formation de formateurs a été organisée en collaboration avec l'association "Sport'Form" en février-mars 2000 pour 20 stagiaires. Ces formateurs étaient des dirigeants sportifs, des infirmières, des éducateurs sportifs, des médecins, des psychologues et des bénévoles d'associations susceptibles d'intervenir dans la formation des "emplois jeunes".

La formation pour les emplois jeunes s'est ensuite déroulée en 36 heures sous forme de 7 modules en 12 demi journées. Au départ, 6 sessions étaient prévues pour l'année 2001, finalement seulement 4 sessions eu lieu à cause du manque de stagiaires. Selon les organisateurs de la formation la difficulté pour trouver des stagiaires vient du fait qu'il s'agit d'une formation "non qualifiante".

Le recrutement des participants s'est fait en contactant les gros employeurs (Red Star, district de football et ligues). Selon un intervenant, "ceux qui ont suivi la formation et qui passent le brevet d'état 1<sup>er</sup> degré, ont trouvé la formation très intéressante mais elle ne permet pas de se professionnaliser". A ce sujet, une réflexion est menée pour "rénover les brevets professionnels de la Jeunesse et Sports" afin d'intégrer ce type de formations.

Les modules portaient sur les représentations sociales, la définition du cadre professionnel, la psychologie de l'enfance, la prévention des toxicomanies, le dopage, la prévention des dommages, "apprendre à agir en réseau".

Un animateur a suivi l'ensemble de la formation et les formateurs sont intervenus sur chacun des modules.

La formation a bénéficié de financements de la MILDT (118 000 F soit 18 000 euros), du Conseil Général, de la Française des jeux, de la commission régionale et de la Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports.

#### **Contribution du Plan Triennal aux résultats**

Le projet s'inscrit dans un partenariat entre le Conseil Général de la Seine-Saint-Denis (MDPT) et la Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports

La formation a bénéficié de financements de la MILDT (118 000 F soit 18 000 euros), du Conseil Général, de la Française des jeux, de la commission régionale et de la Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports.

Pour cette formation, l'influence de la MILDT a été secondaire, mais le projet est dans la ligne de la politique interministérielle.

### **Résultats de la formation**

Depuis les premières formations en 2000, la moitié environ des participants a changé de poste et ne se trouve plus dans le milieu sportif.

### **Le point de vue des organisateurs**

Selon un intervenant, 60% des jeunes passent au moins une année, dans leur vie, dans une association sportive or "le mouvement sportif ne sait pas repérer les conduites à risques" et les personnels "ne connaissent pas les services sanitaires et sociaux qui existent". De plus, il existe "une banalisation des comportements comme la troisième mi-temps ou au contraire une diabolisation excessives". Une formation sur le thème de la lutte contre la drogue et la prévention des dépendances est donc nécessaire.

Cependant ce même intervenant, note comme "frein à l'efficacité" de la formation le fait que les emplois jeunes "interviennent auprès de vieux loups de mer qui ne sont pas sensibles à la prévention des conduites

à risques". C'est pour cela que des sensibilisations pour le personnel dirigeant et encadrant sont prévues "pour qu'ils soient en phase et qu'il y ait unanimité".

### ***Le point de vue des participants***

Lors de notre enquête réalisée auprès de 18 participants, nous avons pu constater que 13 se sentent au moins plutôt bien informés. L'économie et la géopolitique sont des thèmes sur lesquelles la plupart sont mal informés. La formation leur a laissé, pour 12 d'entre eux, un souvenir plutôt précis. Plus de la moitié des participants se sont remis en question, et se sont ouverts à de nouvelles perspectives. Le point fort très prédominant de la formation est « les échanges avec certains participants ». Majoritairement, les participants ont plutôt peu, voire pas du tout, changé leur façon de parler des drogues et dépendances, changé leur façon de travailler au quotidien, et renforcé leur réseau professionnel.

### ***Entretiens***

Chef de projet départemental

Collaboratrice de la chef départemental

Conseil Général, Mission de prévention des toxicomanies

Organisateur : CDOS 93

Formateur : Médecin conseiller, DRJS